

LES CHANGEMENTS DE RÉGULATION ET GOUVERNANCE TERRITORIAL AU BRÉSIL: Institutions, Faits et Mythes.

Elson PIRES (Unesp/Brasil) elsonlsp@rc.unesp.br
Ricardo NEDER (Unesp/Brasil) rteder@rc.unesp.br
Departamento de Planejamento Territorial
Rua 10, n.2527 – Cep 13500-230 – Rio Claro – SP - Brasil

Depuis la réforme constitutionnelle de 1988, le Brésil a connu une véritable explosion des Conseils des Gestions Locaux (CGL) pour les politiques publiques et pour le développement territorial. En 1999, l'IBGE a identifié 27 mille de ces conseils en plusieurs régions avec des associations des producteurs ruraux et urbains. En 2002, sont nés des milliers de Conseils de Développement Régional (CDR), des nouvelles organisations et institutions pour le développement local et régional. Les Comités des Bassins Hydrographiques (CBH) sont des expériences plus récentes, et sont environ d'une centaine dans les principaux états de la fédération. En chaque conseil et comité fleurissent des Arrangements Productifs Locaux (APL).

Cet explosion quantitative des organisations et institutions locales au Brésil se révèle hétérogène, matérielles et immatérielles. Elle peut être généralisée pour démontrer quelques processus de changement dans les niveaux de régulation, à travers de la décentralisation de l'État, des diversités de gouvernance et de régulation du développement territorial local et régional. Les recherches montrent qu'il y a peu de conseils qui représentent de fait la société civile locale, sans réaliser les innovations institutionnelles capables de changer la qualité de la gestion publique et de la gouvernance territoriale. En certaines régions ces formes pour la gestion décentralisée de l'État peuvent consolider les administrations actuelles des préfets des villes. Cependant, il y a d'autres résultats positifs de capacité de représentation sociale et de nouvelles formes de la gouvernance de développement territorial local et régional.

L'objectif de ce papier est d'analyser ces expériences dans l'état de São Paulo, à travers de l'action collective des acteurs sociaux dans l'organisation des CDR et CBH en contextes des APL. Ces espaces créés comme territoires portent spécificités et sont les conditions pour le développement de longue durée, où la territorialisation des actions, des politiques, des institutions et des gouvernances seraient des ressources spécifiques locales et régionales, dans le même temps disponibles mais qui peuvent être créées, inventées et innovées.

Ce papier débat trois questions: i) le rôle de la décentralisation de l'État devant de la société civile et la reterritorialisation de l'économie et de la politique au Brésil; ii) la création des instances de régulation locale et le rôle des CDR et CBH comme nouvelles formes du processus actuels de gouvernance territoriale; iii) l'efficacité de la représentation des conseils dans la gouvernance territoriale.

Mots clés: décentralisation, participation, représentation, gouvernance, développement territorial local et régional.